

Grand débat national

Taninges – vendredi 1^{er} mars

Date : vendredi 1^{er} mars

Horaire : 19h – 21h30

Organisateur : Municipalité de Taninges – Mairie de Taninges

Animateur : M. Jean-Marc Chaboud, ancien directeur du SDIS de la Haute Savoie, contrôleur général en retraite.

Nombre de personnes présentes : 11

Lieu : salle des fêtes de la commune

Organisation prévue : travail en groupe de 12 personnes autour d'un thème. Un seul groupe a été constitué.

Thèmes abordés : La transition écologique / La fiscalité et les dépenses publiques / La démocratie et la citoyenneté / L'organisation de l'État et des services publics / Autres sujets divers

Le compte-rendu ci-dessous reprend les échanges lors de cette soirée. Les remarques et réflexions ont été parfois partagées par la majorité des participants ou par seulement quelques présents.

Démocratie et citoyenneté

Les élus doivent représenter les citoyens, mais la confiance est aujourd'hui ébranlée. Tous les élus sont concernés Maire, Députés, Président ...

Localement le Maire est connu, il est le contact privilégié pour les citoyens. Le Député est éloigné, certaines personnes ne connaissent pas son nom. Tout le monde s'accorde à dire qu'ils ne connaissent pas ses actions, en local ou à l'Assemblée Nationale et dans les commissions. Le fait que les députés, représentant des citoyens, votent toujours suivant les consignes de son parti est un problème.

Le citoyen élit ses représentants puis les laisse travailler, mais ce n'est pas une solution. Il y a une demande de plus d'information sur le travail des élus et leurs actions. La commune et le Département informe avec leur bulletin, mais il y a peu d'information sur la Région.

La démocratie s'est atténuée avec la mutualisation par le regroupement des collectivités (Régions, Métropole, Communautés de communes...). Il manque alors d'interlocuteurs en direct.

L'exemple de l'élection du Président de la République avec une minorité de votants pose des questions sur sa légitimité. De même pour d'autres élus, qui ne sont pas élus avec une vraie majorité.

L'ajout des différentes strates d'élus éloigne les élus des citoyens.

La commune est importante mais il faut mutualiser les moyens et les ressources avec l'intercommunalité.

Les nombreuses strates des collectivités (Commune, Communauté de communes, Syndicats, Départements, Régions, Etat, ...) perdent le citoyen qui ne sait pas qui fait quoi. Les ordures ménagères en local sont un bon exemple. Les nombreuses strates ajoutent de la complexité à un monde déjà très complexe et le citoyen ne s'y retrouve pas. Les multiples informations rendent illisibles les actions et les décisions prises. Les participants reconnaissent que le citoyen doit se réapproprier les informations et décisions.

Les multiples informations envoyées par les médias, internet, donnent le sentiment aux citoyens qu'ils peuvent être manipulés, et ils finissent par se désintéresser de la politique.

Le monde est devenu plus complexe, et la question se pose sur les raisons de ce changement. Les nombreuses réglementations ont ajouté de la complexité (exemple du permis de conduire, avec tous les nouveaux panneaux, les points, etc...).

Il y a une demande de démocratie participative pour les grands investissements ou grandes décisions que ce soit en local ou national.

Le RIC permettrait de retrouver la confiance envers les élus. Le référendum est une solution, mais cela demande une information et une organisation rigoureuse. Il faudrait multiplier le référendum local (commune) pour les décisions importantes qui impliquent le citoyen.

Il faut commencer par des référendums locaux, en commençant petit.

Les jeunes devraient être formés à la politique et aux décisions, à l'école.

Il faut changer la constitution, l'améliorer. Revoir le rôle de l'ENA et sa formation. Revoir l'abondance des commissions diverses (ex. : commission économique et sociale), qui sont inutiles.

Il faut dépoussiérer la politique. L'ENA verrouille la façon de penser des politiques.

Les politiques ne devraient pas pouvoir être élu toute leur vie. Il faut limiter les mandats dans le temps.

Il faudrait diminuer le pouvoir du Président.

Grand débat national

Taninges – vendredi 1^{er} mars

L'organisation de l'État et des services publics

L'Etat comporte de trop nombreuses strates. On ajoute toujours des niveaux mais on en supprime jamais.

Il existe de nombreux doublons, dans les différents niveaux de l'organisation de l'Etat.

Il ne faut pas diminuer les communes. Le Maire reste un contact direct et important pour les citoyens. Cette collectivité est dans la culture locale. La complexité des dossiers et les ressources nécessaires pour mener à bien des dossiers, nécessitent de travailler en intercommunalité.

Il est important de conserver le niveau communal.

Il y a un millefeuille mais il est important de décentraliser. Les décisions doivent être prises au niveau le plus bas.

L'Etat décentralise les coûts mais pas les décisions. L'Etat devrait décentraliser les décisions importantes.

La délivrance des cartes d'identité ou des passeports est un exemple de décisions de l'Etat sans consultation, mais qui n'est pas une décentralisation importante.

L'organisation de l'Etat est complexe pour les citoyens. Il faudrait clarifier les compétences de chacun à chaque niveau.

L'Etat centralisé à Paris s'occupe de trop de domaines. Il y a le sentiment que l'Etat ne fait pas confiance aux communes qui sont considérées comme trop dépensières.

L'Etat demande un regroupement des collectivités vers les Régions, avec l'intention de supprimer les Départements. Dans le cas de la Région Auvergne Rhône Alpes, il n'y a pas eu de consultations des citoyens. La perte de confiance des citoyens envers leurs élus vient aussi de ce type de décision.

Sur la question de l'utilité et des compétences des Régions. Les transports se sont améliorés dans certaines régions, depuis la gestion par ces dernières, mais ce n'est pas le cas de toutes les régions.

Les maisons de services sont des lieux à développer et à généraliser (exemple à Verchaix : regroupant La Poste, la CAF et le Pôle Emploi). Il faut informer sur leur existence.

Il faut conserver les communes et les départements.

Il faut demander l'avis des citoyens sur la réforme de l'Etat. Un référendum serait nécessaire pour tous les grands thèmes.

Le regroupement des services (services médicaux, urgences, ...) éloigne ces derniers des citoyens. Remettre du lien entre les personnes doit être une priorité, notamment pour la santé.

Il faut plus de personnel dans les hôpitaux, les ehpad.

Les fonctionnaires devraient être mieux répartis. Il faudrait supprimer les hauts fonctionnaires.

Il faut abandonner les symboles trop monarchiques de l'Etat. Le Président devrait quitter l'Elysée.

Retrouver un Etat plus vertueux et plus modeste.

L'Etat doit réduire son train de vie.

Les décisions des Ministres ne sont pas toujours appliquées, car elles sont verrouillées par l'administration qui ne les met pas en application.

Les administrations ne changeant pas à chaque changement de gouvernement, ressortent d'anciens dossiers en fonction de la tendance politique des élus. Cela sclérose les décisions.

Les hauts fonctionnaires ne devraient pas pouvoir travailler dans le privé, car il y a risque de conflit d'intérêts.

Grand débat national

Taninges – vendredi 1^{er} mars

La fiscalité et les dépenses publiques

Les réformes de l'Etat partent toujours d'un besoin de réduire les dépenses.
Certaines entreprises comme les GAFAs pourraient payer plus d'impôts.

Beaucoup de fiscalité. Il y a le sentiment que plus on paye d'impôts, moins il y a de services.
Diminuer la fiscalité, en prenant l'argent là où il est (GAFAs, personnes aisées, ...).

Les citoyens paient trop de fiscalité indirecte (30% sur l'électricité par exemple).

Il faudrait fortement diminuer la fiscalité sur les produits de première nécessité (eau, électricité, chauffage, nourriture).

La fiscalité devrait taxer de façon plus importante les produits de luxe, ou évaluer comme tel (petite voiture ou voiture luxueuse).

Certaines personnes dans le groupe seraient prêtes à payer plus d'impôt, si le produit va vers les anciens et les jeunes.

Il faudrait limiter les optimisations fiscales, et empêcher le « trop » d'optimisation.
Il ne faut pas forcément diminuer les dépenses, mais mieux les répartir, et être plus efficace et plus efficient.
Un exemple est pris à l'hôpital sur le sentiment d'un nombre insuffisant de personnel médical par rapport au personnel administratif.

Il faut revoir les tranches d'imposition, en ayant plus de progressivité et plus de tranches.

Demande de la suppression de la CSG sur les pensions de retraite, et de l'indexation de ces dernières sur l'inflation.

La transition écologique

La fiscalité écologique est importante, car il faut faire changer nos habitudes de confort.
L'écologie doit être la priorité. La fiscalité permet de responsabiliser les personnes. Mais il faut accompagner le budget des ménages et des citoyens dans cette transformation.

Il faut inciter les personnes à changer de mode de transport, en développant les transports en commun proches du lieu de résidence. Il faut que le coût soit attractif. Le train entre Cluses et Annecy est plus cher à 24€ que la voiture à 14€.

Un exemple est donné sur le trajet en bus (4 fois par jour) entre Mieussy et Annemasse pour 3,5€ le trajet.
Le transport à la demande (TAD) est aussi une solution pour diminuer les coûts pour le transporteur avec un appel sur réservation.

Les personnes sont favorables au développement du co-voiturage. Ils ne connaissent pas l'auto-partage.

La pollution pour la vallée de l'Arve est la priorité. La 1^{ère} source de pollution par les systèmes de chauffage ne semble pas convaincre les participants. Il y a eu beaucoup de promesses, (ex. visite du Ministre, M. Nicolas Hulot), mais aucune n'a été tenue. Rien de concret n'a été réalisé.

L'animateur rappelle la création du fonds air-bois. Il rappelle aussi que le tunnel du Mont Blanc interdit la circulation des poids lourds type Euro 3.

Il faut taxer les camions en transit sur le territoire national, mais pas les PME françaises.

Plutôt que taxer les entreprises, il faudrait les convaincre à aller dans cette direction. Le « Bio » est un exemple où les entreprises ont trouvé leur intérêt à aller dans cette direction.
Les produits « bio » coûtent plus chers, mais cela nous permet de moins et de mieux consommer.

Les personnes répondent qu'elles se sentent touchées par le changement climatique. L'exemple des dernières températures de ce mois de février en est la preuve.

Il faut développer les pistes cyclables.

Grand débat national

Taninges – vendredi 1^{er} mars

Si on fait attention à l'écologie, on peut réduire ses dépenses (exemple : sur la consommation d'eau).

La fiscalité n'induit pas forcément un changement des comportements, car certaines personnes ne peuvent pas faire autrement (exemple sur le carburant). Les taxes sur les carburants peuvent être efficaces si les transports en commun se développent fortement.

Dans le cadre des économies de chauffage, les dossiers d'aide sont trop compliqués, et certaines personnes ont renoncé. Il serait important de diffuser régulièrement l'information de ces aides dans les médias pour inciter les gens à changer de comportement.

Les taxes pour changer les modes de transport, devraient pouvoir être moduler en fonction du lieu de résidence (urbain, péri-urbain ou rural), car les transports en commun ne sont pas développés de la même façon.

Autres sujets abordés

La priorité devrait être la petite enfance (avant 3 ans) et les personnes âgées. Pas assez de moyens sont investis sur ces deux tranches de vie. Il faudrait construire des lieux de vie intergénérationnels. Faire des lieux communs. Le vieillissement de la population est un fait de notre société.

Il faudrait rétablir le « vivre ensemble ». Les liens se distendent entre les générations. Il y a sans doute moins de besoin de transmissions. Les moins jeunes ressentent qu'ils sont parfois transparents pour les jeunes dans la rue.

Les jeunes sont face à des difficultés importantes, sans perspective pour l'emploi.

La technologie (Intelligence Artificielle, robotisation, etc...) rend certaines personnes inaptes au travail. Il n'y aura pas du travail pour tout le monde dans l'avenir.

L'Etat, malgré les promesses, ne protège pas le citoyen contre les délocalisations. L'Europe ne protège pas non plus.

Il ne faut pas augmenter le temps de travail, puisqu'il n'y a pas de travail pour tout le monde.

Il faut partager le travail, plutôt que de donner des aides sociales.

L'Europe reste un domaine flou. Il manque de l'information sur son rôle véritable.

Les élus européens ne rendent pas compte de leurs actions. Il faudrait avoir plus d'information.

Les choix sur la vitesse sont ridicules. Il aurait été plus utile de d'étudier au cas par cas les situations ou lieux qui nécessitaient ce changement. Pour certains, la répression est nécessaire pour diminuer le nombre de tués. L'amélioration des routes et des véhicules doit aussi être une piste pour diminuer les tués.

On doit pouvoir vivre décemment de son travail et pour cela il faut augmenter le SMIC.

Décalage entre le gouvernement ou les hauts fonctionnaires (arrogance de ces derniers) et le monde rural.

Il faut développer des valeurs de solidarité.

L'ensemble des participants a regretté le manque de personnes présentes au débat de ce soir.